



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement  
DCPPAT - BICUPE - SIC - MD - 2023 - 113

Arras, le **22 MARS 2023**

**Commune de Aire-sur-la-Lys**

**Société MALTEUROP**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles **L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5** ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-312 du 10 novembre 2021 mettant en demeure la société MALTEUROP dont le siège social est situé 2, rue Clément Ader – BP 14 – 51685 Reims cedex 2, de respecter les dispositions des articles 29, 35, 36, 38 et 39 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 septembre 1985 pour son installation située 19, rue de Merville – 62120 AIRE-SUR-LA-LYS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-10-06 du 8 février 2023 portant délégation de signature ;

**Vu** le rapport de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France du 07 mars 2023 ;

**Considérant** que l'inspection de l'environnement a constaté le 14 février 2023 que l'exploitant a respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 novembre 2021 susvisé ;

**Considérant** qu'il convient donc d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-312 du 10 novembre 2021 susvisé ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

## ARRÊTE :

### Article 1 : Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 novembre 2021 susvisé, pris à l'encontre de la société MALTEUROP pour le site implanté 19, rue de Merville à Aire-sur-la-Lys (62120), **sont abrogées.**

### Article 2 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

### Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de Saint-Omer et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société MALTEUROP et dont une copie sera transmise à la mairie de Aire-sur-la-Lys.

 Pour le Préfet  
Secrétaire Général  
**Atain CASTANIER**

#### Copies destinées à :

- MALTEUROP
- Sous-préfet de Saint-Omer
- Mairie de Aire-sur-la-Lys
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France - (U.D du littoral)
- Dossier
- Chrono